Le joker écologique

Christian Chavagneux, *Alternatives économiques*, 29 juin 2020

alternatives-economiques.fr//christian-chavagneux/joker-ecologique/00093296

Une Convention citoyenne pour le climat qui ouvre des pistes pour placer l'écologie au cœur du capitalisme français, des propositions politiques vertes qui recueillent un assentiment électoral à Lyon, Strasbourg, Bordeaux, Annecy, Poitiers, Besançon… et dans un nombre important de municipalités, un réacteur de la centrale nucléaire de Fessenheim déconnecté dans la nuit du 29 au 30 juin, premier pas d'un démantèlement de longue haleine. Difficile de ne pas se réjouir ! Surtout pour tous ceux qui alertent depuis longtemps sur la nécessité de changer de modèle pour sauver la place de l'humanité sur la planète.

Rétrospectivement, 2020 apparaîtra peut-être comme l'année d'une pandémie, mais aussi celle du véritable début d'une conversion écologique de l'économie française. Peut-être. Car si le discours écologique est en progrès, il lui reste encore trois obstacles à franchir pour véritablement modifier la donne.

L'obstacle politique

Nul doute qu'après le succès des Verts aux municipales, le discours politique sera plus écolo que jamais. Mais la réaction du président de la République aux propositions de la Convention citoyenne montre que la mue est loin d'être vraiment réalisée. On attendait d'Emmanuel Macron des annonces fortes, on a eu un magnifique discours sur la nécessité de « *placer l'écologie au cœur du modèle économique* » et l'importance de ne plus traiter la lutte contre le réchauffement climatique « *comme une externalité négative que l'on corrige après coup* ». On ne peut que soutenir le Président sur ces engagements.

> On attendait d'Emmanuel Macron des annonces fortes, on a eu un magnifique discours sur la nécessité de « placer l'écologie au cœur du modèle économique »

Mais alors pourquoi parler transport aérien sans s'engager contre l'extension des aéroports, pourquoi ne pas répondre à la Convention citoyenne par un plan massif de rénovation des passoires thermiques ? Pourquoi piper mot sur la nécessaire réorientation verte de la finance ? Pourquoi affirmer que réduire le temps de travail revient à produire moins quand l'histoire du capitalisme démontre l'inverse ? Pourquoi ajouter 15 milliards d'euros de budget « supplémentaires sur deux ans » au plan de relance de la rentrée pour des objectifs écolos et accorder, sans coup férir et surtout quasiment sans contrepartie écologique, plus de 20 milliards d'euros au secteur automobile et aéronautique… ?

Longue comme le bras, la liste montre que cette génération politique se sent obligée de répondre à une demande croissante, qu'elle a certes engagée par la Convention citoyenne. Mais elle le fait encore à reculons.

Au moins peut-on se dire que si le chef de l'Etat encore du mal à passer au vert, les maires écolos iront plus vite. Il faut alors rappeler les mésaventures du macronisme : le Président a cru que, même élu avec peu de voix, il pouvait mettre en œuvre son programme sans négocier. La bataille contre la réforme des retraites et les gilets jaunes lui ont prouvé le contraire. Les maires verts devront ne pas répéter la même erreur, élus avec une large abstention.

A ce titre, Emmanuel Macron a annoncé deux bonnes nouvelles pour faire revenir les citoyens à la politique : il y aura d'autres conventions citoyennes – le Conseil économique, social et environnemental (Cese) va être transformé en chambre des conventions citoyennes – et le suivi de la mise en œuvre des résultats de la Convention sur le climat sera l'occasion d'un point avec le gouvernement chaque mois. Un contrôle citoyen régulier représente une évolution importante.

L'obstacle économique

Une fois les orientations politiques données, il faut que l'économie suive. Emmanuel Macron a déclaré le 29 juin que les élus ne pouvaient pas tout faire et que c'était aux Françaises et aux Français de changer de mode de vie s'ils voulaient plus d'écologie. Il a juste oublié que ce que nous consommons est produit par des entreprises et que c'est là que se joue une partie importante de la dynamique de notre capitalisme.

Il s'est posé en soutien de la responsabilité sociale et environnementale des entreprises (RSE). Bravo à lui. Mais la RSE n'a pas été d'une force incroyable depuis toutes ces années où elle a été mise en avant pour réformer notre façon de produire et de consommer.

Trop de grands chefs d'entreprise influents voient encore l'écologie comme un coût et restent imprégnés des discours sur les « Khmers verts ». Ils s'opposent encore et toujours à toute régulation, en général, et écologique en particulier. La tentation de dégrader le modèle social français et de refuser toute avancée écologique au nom de la compétitivité ou de la sortie de crise reste bien présente.

> Trop de grands chefs d'entreprise influents voient encore l'écologie comme un coût et restent imprégnés des discours sur les « Khmers verts »

De leur côté, les banques et les investisseurs commencent tout juste à se préoccuper du sujet, notamment sous la pression des banques centrales qui craignent de plus en plus les krachs financiers liés au réchauffement climatique. Mais la masse des financements qui favorisent encore l'économie brune montre qu'il y a encore du chemin à faire.

L'un des indicateurs clés d'un véritable engagement des entreprises reposerait sur des annonces sur l'emploi : quand telle ou telle entreprise polluante annoncera une gestion prévisionnelle de l'emploi en indiquant qu'elle prépare son évolution en formant ses

salariés, on aura véritablement franchi un cap. On en est très loin. EDF veut recaser une partie de ses employés de Fessenheim dans d'autres centrales, pas les former aux énergies vertes.

Précisons à ceux qui verraient une contradiction entre l'appel à l'écologie et le fait de sortir du nucléaire que notre dépendance à l'uranium n'est pas saine, que nous ne savons quoi faire de nos déchets et, enfin, que les centrales présentes dans le monde permettent d'empêcher 2,5 % seulement des émissions de gaz à effet de serre. Sauf à mettre du nucléaire partout, ce n'est pas ce qui permettra de sauver le climat.

L'obstacle social

Enfin, la lutte contre le changement climatique a besoin du soutien de toutes et tous. Contrairement à une caricature répandue, les gilets jaunes ne choisissaient pas entre la fin du monde et la fin du mois. Le refus de la Convention citoyenne de réinstaurer une taxe carbone provient du constat, juste, de son caractère régressif. Les plus aisés ont « la chance » si l'on peut dire, de polluer plus du fait de leur mode de vie.

Les propositions ont fusé du côté des experts pour inventer les mécanismes d'une contribution fiscale écologique plus équitable. Le président de la République s'est dit déterminé à aller se battre au niveau européen pour une taxe carbone aux frontières – plus facile de demander aux autres de payer – et s'est déclaré ouvert à aménager notre fiscalité pour inciter aux comportements vertueux, y compris du côté des politiques d'investissement des entreprises. Sans qu'il ait précisé quoi que ce soit en ce domaine.

> L'écologie semble être devenue le Joker du débat de politique économique français : une carte puissante qui peut remplacer toutes les autres pour les uns, la possibilité de se défausser pour les autres

Cela fait des années que l'économiste Eloi Laurent démontre que la crise écologique accroît les inégalités et que ce fossé accroît la destruction de la planète. On ne peut aller au bout d'une politique écologique sans intégrer la dimension sociale. Avec la majorité actuellement au pouvoir, la route est encore longue.

La Convention citoyenne pour le climat et le résultat des élections municipales montrent une mobilisation croissante de la société pour les problèmes écologiques. Et la nécessité d'apporter vraiment des solutions. Mais rien n'est encore gagné.

On peut appliquer à la transition écologique l'analyse de l'économiste Henri Sterdyniak sur la sortie de crise de la pandémie. Trois voies restent ouvertes : « *L'exacerbation libérale, le compromis social-écologique, le grand tournant.* » La première reste la tentation d'une partie du patronat, la deuxième celle d'une partie de la gauche et la troisième d'une partie des Verts. L'écologie semble être devenue le Joker du débat de politique économique français : une carte puissante qui peut remplacer toutes les autres pour les uns, la possibilité de se défausser pour les autres.

À la une

Cibler des mesures de relance d'emploi uniquement sur les jeunes pourrait être contreproductif, juge l'économiste Eric Heyer.

Structure fédérale oblige, ce sont les Etats, les villes, les comtés qui détiennent le pouvoir dans les domaines où des mécanismes, d'apparence neutre, entretiennent la ségrégation…